

## N o t i c e

de la section ouest pour le Chef du Département,  
concernant ISRAËL.

Le Conseil National Juif a proclamé l'indépendance d'Israël le 14 mai 1948. Le 18 juillet M. Moshe Shertok, Ministre des Affaires étrangères d'Israël, nous a demandé par télégramme de reconnaître son pays. Le 23 juillet, le Conseil fédéral a résolu de ne pas prendre de décision à ce sujet pour le moment, ce qui fut communiqué oralement à M. Kahany, représentant du Gouvernement provisoire d'Israël auprès du siège européen de l'ONU et du Comité international de la Croix-Rouge à Genève.

La décision du Conseil fédéral fait état des considérations suivantes :

- 1) la reconnaissance d'Israël n'est pas incompatible avec le droit international.
- 2) Cette reconnaissance est prématurée au point de vue politique. Si la Suisse reconnaît Israël, on pourra lui reprocher de prendre parti dans le conflit qui oppose les Juifs aux Etats arabes.
- 3) Les Etats-Unis et la Russie, ainsi que les pays que ces deux grandes nations entraînent dans leur sillage, ont déjà reconnu Israël. Cependant, les motifs de la décision prise par ces Etats ne sont pas valables pour nous. Les Etats de l'Europe occidentale dont les conceptions sont les plus proches des nôtres n'ont pas encore reconnu Israël.

D'après nos dossiers, les pays suivants ont déclaré jusqu'ici avoir reconnu Israël de jure ou de facto :

Etats-Unis <i>de facto</i>	U.R.S.S. <i>de jure</i>	Canada <i>de facto</i>
Guatemala <i>de jure</i>	Biélorussie <i>de jure</i>	Union Sud-Africaine <i>d</i>
Uruguay <i>de jure</i>	Ukraine <i>de jure</i>	France <i>de facto</i>
Nicaragua	Pologne <i>de jure</i>	Italie <i>de facto</i>
Costa-Rica ?	Tchécoslovaquie <i>de jure</i>	Belgique <i>de facto</i>
Panama	Yougoslavie <i>de jure</i>	Grande-Bretagne <i>de facto</i>
Vénézuéla	Hongrie <i>de jure</i>	Australie <i>de facto</i>
Honduras	Roumanie <i>de jure</i>	Israël <i>de facto</i>
Cuba <i>de facto</i>	Finlande <i>de facto</i>	
Ecuador <i>de facto</i>		
San Domingo		

On remarquera que l'Union Sud-Africaine est le seul Etat ayant reconnu Israël qui n'appartienne pas au groupe américain ou au bloc russe. La France vient d'annoncer que,



vu l'évolution favorable des négociations de Rhodes, elle est disposée à reconnaître Israël de facto sous certaines conditions touchant notamment les intérêts français en Palestine et les lieux saints.

Nous avons demandé aux gouvernements français, belge, hollandais et suédois de nous avertir avant de reconnaître Israël.

Il est difficile de mesurer les conséquences qu'auront les événements qui se sont déroulés récemment en Palestine. On peut toutefois supposer qu'ils inciteront les Etats de l'Europe occidentale à ne pas reconnaître immédiatement le gouvernement israélien.

Ces événements peuvent être résumés comme il suit :

- a) les forces israéliennes ont pénétré en territoire égyptien, puis l'ont apparemment évacué. L'Egypte négocie à Rhodes avec Israël, mais nous ne connaissons pas l'objet exact de ces négociations. Ci-jointe une carte géographique accompagnée d'explications sur les projets de partage de l'ONU et du comte Bernadotte et sur les revendications arabes et israéliennes.
- b) Les troupes juives ont abattu 5 avions anglais. Le gouvernement britannique a réagi violemment : il a alerté ses navires de guerre se trouvant à Malte, envoyé des troupes à Akaba (à la requête de la Transjordanie) et donné l'ordre à la RAF d'abattre les avions israéliens qui survoleraient le territoire égyptien. Le gouvernement de Tel Aviv s'est plaint au Conseil de sécurité de ce que l'attitude anglaise constituait une menace pour la paix. Il a jugé irrecevable la protestation que Londres avait adressée aux "autorités juives de Palestine" à propos des 5 avions abattus.

Avant de reconnaître Israël, nous devons nous renseigner sur l'effet que produira cette décision dans les pays arabes. Nous avons chargé notre Légation au Caire de nous faire un rapport à ce sujet. On se rappellera que notre Colonie en Egypte compte 1500 personnes et que nous cherchons à négocier un traité d'établissement avec le Gouvernement du roi Farouk, négociations qui s'avèrent difficiles parce que l'Egypte entend imposer un traité-type à une douzaine de pays. La France nous fournira un précédent utile : si l'Egypte ne prend pas de représailles contre la colonie française à la suite de la reconnaissance d'Israël par la France, les risques de notre reconnaissance d'Israël semblent conjurés.

- 3 -

Devons-nous reconnaître la TRANSJORDANIE en même temps qu'Israël ? Oui, à moins que M. Secrétan nous écrive, à la suite des sondages dont nous le chargeons, que l'Egypte s'en offusquerait. La reconnaissance simultanée serait sans doute bien vue des Anglais. Nous prions M. de Torrenté de nous dire si, au cas où l'Egypte risquerait de s'en froisser, l'Angleterre ne nous critiquerait pas de remettre à un peu plus tard la reconnaissance de la Transjordanie.

Entre l'invitation que nous adresserons à Israël pour la conférence diplomatique et notre reconnaissance, il n'y a aucun lien juridique. Toutefois, l'invitation nous permettra de rendre psychologiquement plus plausible aux Egyptiens notre reconnaissance d'Israël.

Il résulte de ce qui précède que notre reconnaissance devrait, afin de passer aussi inaperçue que possible, intervenir en même temps que celles des pays européens comparables à la Suisse et qui se suivront probablement d'assez près.

Le moment paraît donc venu pour le Conseil fédéral de modifier sa décision du 23 juillet, en ce sens qu'il charge le Chef du Département Politique de notifier à M. Shertok notre reconnaissance, après l'armistice avec un ou plusieurs Etats européens, ou lorsque un certain nombre d'Etats de l'Europe occidentale auront reconnu Israël, ou lorsque l'une et l'autre de ces conditions seront réunies.

Berne, le 21 janvier 1949.

*A.C.*

( P.S. Au cours d'une conférence du 21.1.1949 chez M. le Conseiller fédéral Petitpierre, il fut décidé de préparer une proposition au Conseil fédéral dans le sens susvisé, en y mentionnant notre colonie en Egypte et notre invitation à ~~l'Egypte~~ de participer à la conférence diplomatique.)

*Israel*